

Edito de la revue L'Émancipation syndicale et pédagogique n°4, déc. 2018

Aujourd'hui l'évidence s'impose : Macron-Bonaparte est rejeté. La taxation du diesel n'est que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Ce qui est rejeté c'est l'ensemble de cette politique qui engraisse la grande bourgeoisie à coups de milliards avec la suppression de l'ISF, les cadeaux fiscaux, toute une série de lois en sa faveur... et pour l'immense majorité de la classe travailleuse : les licenciements et suppressions d'emplois encore plus faciles, la multiplication des taxes sur la consommation beaucoup plus inégalitaires que la progressivité de l'impôt, le démantèlement des services publics et de la protection sociale, la paupérisation des plus âgés et la précarité pour la jeunesse. Et la répression policière contre tous ceux et toutes celles qui protestent.

En 1871, l'Internationale le constatait déjà : "L'État opprime et la loi triche, L'impôt saigne le malheureux ; Nul devoir ne s'impose au riche, Le droit du pauvre est un mot creux".

Cette politique, ce gouvernement et ces institutions sont de plus en plus refusés. Le mouvement des "gilets jaunes" en est à la fois l'illustration et un facteur d'accélération, indépendamment de son hétérogénéité. L'extrême droite tente d'y instiller son venin, tandis que beaucoup font progresser la conscience politique par des revendications progressistes. Son dynamisme, son énergie, contribuent à créer une situation mettant le pouvoir en difficulté pour la première fois depuis 2017.

C'est dans ce contexte que l'Union Nationale Lycéenne a lancé un appel à la mobilisation pour le 30 novembre (1). Appel dont se sont saisi les lycéenNEs qui ont bloqué plus de 200 lycées en France.

Cet appel pose le problème sans détour, à savoir l'abrogation des contre-réformes Blanquer : réformes du bac, du lycée général et du lycée professionnel, de Parcoursup et loi ORE. Il se fait l'écho du mécontentement d'une jeunesse lycéenne, en particulier populaire, dont le pouvoir veut entraver la poursuite d'études : oui, le but est la "revanche lycéenne" contre une politique qui méprise cette jeunesse. D'autant que, dans plusieurs universités, les étudiantEs entrent aussi dans la mobilisation sur la question des frais d'inscription, dans plusieurs universités.

L'appel mobilise aussi contre un autre dispositif tout aussi nocif, à mettre en rapport avec la militarisation de l'école : le "service national universel" (SNU). L'objectif : embrigader la jeunesse, lui "enseigner" conformisme social et "sentiment national". En lui enlevant deux semaines de cours et deux semaines de vacances : un mois entier, dont la moitié en "hébergement collectif". Avec en plus un chantage, subordonner toute possibilité de passer le bac, le permis de conduire, les concours de la Fonction publique... au "bon accomplissement" du SNU.

C'est un dispositif de type totalitaire. C'est avec raison que le mouvement lycéen le combat.

À l'heure où nous écrivons, la reconduction a été décidée, mais nous ne savons pas comment le mouvement va se développer. Il n'est pas de notre responsabilité de dire aux lycéenNEs comment s'organiser. Mais il est de celle des fédérations et sections syndicales de l'éducation, des personnels, d'être, dans l'unité la plus large, aux côtés des jeunes mobiliséEs. Par solidarité et contre la répression policière et administrative, mais aussi parce que leurs revendications recoupent celles des personnels. Par la grève partout où la mobilisation se développe, mais aussi en faisant circuler les informations aux personnels et aux jeunes, en popularisant et soutenant leurs actions, en encourageant les collectifs locaux contre la réforme Blanquer (comme dans le 35, le 77...), sans pour autant que les directions syndicales se défaussent sur eux de leurs propres responsabilités.

Une défaite de Macron sur ce terrain encouragerait les mobilisations.

Émancipation tendance intersyndicale, le 02/12/2008

(1) <https://fr-fr.facebook.com/UNLnational/>